

Communiqué du Comité ONG du 19 mars 2019

Quatorze nouveaux projets d'ONG financés par l'AFD

Le Comité ONG de l'AFD, émanation du Conseil d'administration, qui s'est tenu le 19 mars, a validé le co-financement de quatorze nouveaux projets d'ONG françaises, pour plus de **24 millions d'euros**. Ces financements permettront la mise en œuvre de projets pour un montant global de près de 43 millions d'euros, dans des domaines aussi essentiels que l'agriculture paysanne, la nutrition au Sahel, la préservation de la biodiversité ou la lutte contre le VIH, mais aussi l'insertion professionnelle des femmes et la liberté de la presse.

Enfin, plusieurs projets d'éducation au développement sont soutenus, ainsi que des projets de structuration du milieu associatif pour appuyer l'action des diasporas ou renforcer la coopération décentralisée et non gouvernementale dédiée aux services d'eau et d'assainissement.

Convention de partenariat pluriannuel

Agronomes et vétérinaires sans frontière (AVSF) – Renforcement des organisations paysannes et des sociétés civiles du Sud pour la transition agro-écologique des territoires, pour des filières durables et équitables en agriculture et élevage et pour des politiques publiques adaptées.

Destinée à renforcer la position d'AVSF comme acteur de référence dans le domaine de l'agriculture durable, cette Convention de partenariat pluriannuel (CPP) va financer un programme stratégique élaboré avec l'AFD et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Le programme aura pour objectifs prioritaires :

- l'amélioration de la productivité et de la durabilité des systèmes agricoles paysans (adaptation aux changements climatiques, agro-écologie, gestion durable des ressources naturelles),
- la promotion de l'élevage paysan et le renforcement de dispositifs pérennes de santé animale,
- le renforcement d'organisations paysannes dans leur maîtrise des filières alimentaires (commerce équitable, agriculture biologique).

Neuf pays parmi les moins avancés (PMA) concentreront 80% de la contribution de l'AFD, parmi lesquels le Mali, le Sénégal, le Togo, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, Madagascar, Haïti, le Cambodge et le Laos. Neuf pays à revenu intermédiaire (PRI) bénéficieront d'actions transversales : le Vietnam, la Mongolie, le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala, la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie.

Le projet bénéficiera directement aux organisations paysannes partenaires ainsi qu'à 85 000 familles et plus particulièrement 50 000 femmes et 15 000 jeunes. Les bénéficiaires indirects seront des OSC, les collectivités locales, les services déconcentrés de l'État impliqués dans la mise en œuvre des activités.

Cette CPP, d'une durée de 4 ans, est d'un montant global de 16 M€, dont 7,2 M€ de subvention demandé à l'AFD (taux de cofinancement de 45%).

Pour en savoir plus sur les CPP : voir [Bilan d'activités](#), page 14

Projets de terrain

FERT – Pour une agriculture familiale saine, rémunératrice et organisée à Madagascar

Le projet présenté par FERT a pour objectif d'améliorer les revenus des producteurs et productrices des régions d'Analamanga et Itasy et de structurer l'offre de produits agricoles frais et sains dans les bassins de production autour d'Antananarivo, à Madagascar.

Dans l'île-continent, sept personnes sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté et 80 % de la population tire l'essentiel de son revenu de l'agriculture. L'augmentation du revenu des agriculteurs et agricultrices y est donc un enjeu majeur et un immense défi. L'ambition de FERT est de contribuer à le relever, tout en améliorant la qualité des productions et en préservant la qualité des terres. L'enjeu est d'autant plus important que l'environnement agro-environnemental en région Itasy et Analamanga, où se déroule le projet, est particulièrement dégradé alors que la demande de produits frais est croissante.

Pour y répondre, FERT et ses partenaires souhaitent agir sur plusieurs leviers : l'amélioration des techniques et pratiques agricoles, via le déploiement d'un réseau de conseillers agricoles, la diffusion de pratiques agricoles agro-écologiques et l'expérimentation d'innovations pour améliorer la gestion de l'eau ; l'amélioration des conditions de commercialisation des produits, grâce à une meilleure information sur les prix, une meilleure connaissance des marchés et le financement d'initiatives ; la structuration des filières, des organisations de base aux unions, la professionnalisation des paysans-relais et la montée en compétences de leaders-paysans.

2800 productrices et producteurs bénéficieront du projet ainsi que 300 paysans-relais, 225 leaders-paysans, 250 organisations locales, vingt unions de filières au niveau communal et régional.

La subvention accordée s'élève à 495 000 euros, soit 49,3 % du montant total du projet qui s'élève à 1 004 000 €.

Plan International France – « Pionnières pour le futur » : Favoriser l'emploi des jeunes femmes de quartiers marginalisés en Égypte

Dans une société égyptienne classée 132^{ème} sur 144 dans le Rapport sur l'inégalité entre les hommes et les femmes de 2016, le projet Pionnières pour le futur a pour objectif de contribuer à la création d'un environnement économique plus inclusif pour les femmes.

Le projet tourne autour de deux axes : il met en place et anime un dispositif d'émancipation économique de jeunes femmes vivant dans des quartiers marginalisés par le renforcement de leurs compétences et l'amélioration de leur accès à des opportunités professionnelles décentes (par l'emploi salarié pour 1100 femmes au Grand Caire et à Port-Saïd et par l'entrepreneuriat à Louxor pour 400 femmes). Parallèlement, à travers le renforcement des pratiques et des politiques promouvant l'égalité de genre, auprès des entreprises et des pouvoirs publics, il promeut un environnement favorable au travail des jeunes femmes en Égypte

Aux côtés d'activités de formation, de formation de formateurs, d'accompagnement des jeunes femmes et des entreprises qui les embauchent ou qu'elles créent, d'animation de réseaux d'alumnae, de mentorat, seront mises en œuvre des actions de sensibilisation des communautés ainsi que de plaidoyer auprès des décideurs publics et privés. Certaines entreprises seront accompagnées vers l'obtention d'un label international dans le domaine (le GEEIS, Gender Equality European & International Standard).

Bénéficiaires directs : 1500 femmes, auxquelles s'ajoutent les personnels formés au sein des entreprises et des associations de développement communautaire ainsi que les décideurs politiques.

Projet de 800 000 euros sur trois ans. Financement AFD de 300 000 euros, soit 37,5 % du budget total.

SIPAR – Soutien au réseau national de bibliothèques de prison pour l'éducation et la préparation à la réinsertion des détenus, au Cambodge.

Ce projet a pour but d'améliorer les conditions de vie des personnes détenues, au travers de la mise en place de bibliothèques proposant des services éducatifs dans l'ensemble des prisons du pays. D'une initiative de « bibliothèques en prison » lancée en 2011 par l'ONG, le projet a progressivement évolué vers le soutien au développement de véritables « centre éducatifs en prison » en étroite articulation avec les politiques nationales pénitentiaires, d'éducation et d'insertion.

Dans cette troisième phase, qui sera la dernière à pouvoir être financée via le dispositif Initiatives OSC, il s'agira de continuer le développement du projet, tout en ancrant les mécanismes de pérennisation des services qu'il propose en prison (lecture, alphabétisation, formation professionnelle et préparation à la réinsertion).

Au-delà de la mise en œuvre de cette troisième phase, l'enjeu est la pérennisation du projet au-delà du financement par l'AFD. Il s'agira de trouver les bons relais pour assurer une poursuite de cette initiative, véritable succès reconnu à l'échelle nationale, et adossée à un solide partenariat avec les acteurs publics (ministère de l'Intérieur, ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports).

Outre le personnel pénitentiaire bénéficiaire du projet (près de 150 personnes), 10 500 personnes détenues soit 35 % de la population carcérale du pays bénéficieront des services éducatifs proposés par les bibliothèques.

Le financement accordé par l'AFD est de 230 000 euros sur un budget de 476 040 euros soit 48,32 % de ce montant.

ALIMA - Prise en charge et prévention de la malnutrition aiguë à Bamako, au Mali

Le Mali fait face à une crise alimentaire chronique qui affecte des millions de ménages vulnérables depuis 2012 et notamment les enfants, dont le potentiel de croissance et de développement cognitif est directement menacé. D'après une enquête récente (2018), au Mali, 700 000 enfants souffriraient de malnutrition aiguë. A Bamako, le taux de malnutrition aiguë sévère est estimé à 1,7 % chez les enfants de moins de cinq ans, soit autant que la moyenne nationale. Le projet vise à réduire la morbidité et la mortalité liées à la malnutrition aiguë chez ces enfants dans la Commune 1 de Bamako.

Dans ce but, le projet prévoit d'améliorer l'accès aux soins de ces enfants dans les centres de santé communautaires par une prise en charge gratuite et de qualité des enfants touchés. En cas de complications, les enfants sont évacués pour hospitalisation dans les centres de santé de référence. La qualité de prise en charge de ces centres de santé de référence est également renforcée. Le deuxième volet du projet concerne la prévention de la malnutrition et des pathologies de l'enfant à travers des actions de formation des mères pour qu'elles puissent effectuer elles-mêmes le dépistage précoce de la malnutrition. Ces actions de formation se déroulent sur une base communautaire et incluent des actions de conseil sur l'alimentation et la nutrition des jeunes enfants.

Enfin, des actions de formation des personnels locaux sont mises en place pour la planification et la prise en charge de la malnutrition aiguë avec des procédures de supervision et de suivi pour les personnels en charge de leur encadrement.

Le projet touchera près de 90 000 femmes en âge de procréer formées au dépistage de la malnutrition aiguë, soignera plus de 2500 enfants de moins de cinq ans atteints de malnutrition aiguë et formera 140 personnels de santé.

Le financement accordé par l'AFD est de 1 500 000 euros sur un budget de 2 200 000 euros soit 68 % du montant.

Coalition PLUS – La recherche communautaire et le plaidoyer au service de la lutte contre le Sida

Pays : Mali, Maroc, Maurice, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire et Equateur

Le programme porté par Coalition PLUS (Coalition Internationale Sida) propose l'intégration renforcée de l'expertise des communautés dans les domaines de la recherche et du plaidoyer dans la lutte contre le VIH/Sida. Au sein de plateformes régionales et des huit associations partenaires dans les pays d'intervention, le projet a pour objectif de former l'équipe de recherche communautaire de Coalition PLUS afin qu'elle soit capable de participer à dix projets de recherche multipartenaires stratégiques. Les données issues de ces projets alimenteront le plaidoyer des équipes de plaideurs de Coalition PLUS et permettront d'améliorer les services des cinq principales associations régionales de lutte contre le VIH.

Le projet doit également permettre aux huit associations bénéficiaires de renforcer leur rôle d'influence. Les plateformes de Coalition PLUS pourront ainsi développer une offre d'appui technique au plaidoyer pour les associations de lutte contre le VIH de leur sous-région, et la Coalition Internationale se positionner comme un acteur d'expertise, d'influence et de mobilisation dans le pilotage mondial de la lutte contre le sida et les hépatites virales.

Le programme bénéficiera également aux 70 associations de Coalition PLUS bénéficiaires de l'assistance technique en recherche et en plaidoyer et aux 200 000 personnes vivant avec le VIH.

La subvention demandée s'élève à 3 000 000 € soit 60 % du budget global du programme s'élevant à 5 000 000 euros.

Sidaction - Ensemble Luttons contre le Sida en Afrique

La Plateforme Ensemble Luttons contre le Sida en Afrique (ELSA) a pour objectif de contribuer à la structuration du milieu associatif de lutte contre le sida, en France et en Afrique francophone, par le renforcement, la promotion et la valorisation de l'expertise des acteurs associatifs qui le composent.

Le projet de Sidaction, monté en consortium avec Solidarité Sida, le Mouvement Français pour le Planning Familial et Solthis, a notamment pour objectifs d'apporter un appui méthodologique pour l'amélioration des pratiques d'évaluation et de capitalisation, de valoriser l'expertise communautaire et d'élargir le cadre de concertation à d'autres acteurs de la santé.

Le projet bénéficiera aux huit associations partenaires africaines qui prendront part aux programmes thématiques de renforcement de compétences. De plus, le projet aura des retombées positives sur les 93 associations partenaires d'ELSA situées dans 23 pays d'Afrique francophone, les autres

associations françaises associées, ainsi qu'aux populations ciblées par leurs activités de prévention, de dépistage et de prise en charge du VIH/Sida.

La subvention demandée est de 528 518 euros sur un budget total de 901 358 euros. La part du cofinancement demandée à l'AFD représente 58,64 % du budget total du projet.

ESSOR- Accès équitable aux services sociaux et renforcement de la société civile

Pays : Guinée-Bissau, Tchad et Mozambique

Ce projet a pour but l'accès équitable aux services sociaux et le renforcement de la société civile et de la participation citoyenne dans huit zones urbaines et rurales de Guinée-Bissau, du Tchad et du Mozambique. Le projet propose de contribuer à l'amélioration de l'accès aux services sociaux dans des zones de vulnérabilité, en intervenant à trois niveaux : les personnes et familles, qui seront informées et orientées vers les services répondant à leurs besoins, les leaders communautaires et la société civile des quartiers, qui renforceront leurs capacités à fournir des services et défendre les intérêts de leur communauté, et les services sociaux et autorités locales pour des changements plus larges vers l'équité d'accès aux services sociaux.

Cette phase 2 a pour but de consolider les dispositifs établis et d'impliquer de manière croissante les pouvoirs publics locaux.

Le projet concernera près de 78 000 personnes et permettra de sensibiliser plus de 65 000 personnes afin qu'elles participent davantage à l'action citoyenne dans leur quartier. Sept ONG sont partenaires et trente OSC joueront un rôle actif dans le projet afin d'augmenter les impacts du projet et la durabilité de ses effets auprès des populations.

Le cout total du projet est de 1 636 299 € pour trois ans avec une participation de l'AFD de 800 000 euros, soit 49 % du montant.

Reporters sans Frontières – Défendre et promouvoir le journalisme de qualité, catalyseur de la société civile

Si la première phase de ce projet était principalement axée sur le soutien et la protection des journalistes, et le renforcement des canaux d'influence locaux de RSF, cette seconde phase, au regard des enjeux actuels fragilisant l'indépendance du journalisme, a pour objectif de défendre et promouvoir un journalisme indépendant. Ses trois objectifs spécifiques sont donc de continuer à défendre les journalistes et médias locaux mis en danger dans l'exercice de leur profession, de promouvoir un modèle politique de journalisme libre, indépendant et pluraliste en renforçant notamment les normes internationales, et, enfin, de renforcer sa capacité de réaction via la consolidation de son réseau de correspondants et partenaires.

Cette seconde phase doit permettre à plus de mille journalistes (et notamment des journalistes femmes) de voir leur situation s'améliorer, et permettre aux autorités d'au moins cinq pays de prendre des engagements en réponse aux exactions contre les journalistes et médias. En outre, le programme se donne pour objectif l'adoption de cinq nouvelles régulations dans les pays ciblés.

Un financement de l'AFD de 2 100 000 euros est accordé, soit 60% du montant global du projet de 3 500 042 euros.

WWF France - « Nature 2020 » : Appui au WWF France dans sa contribution au New Deal for Nature and People en 2020 et à sa mise en œuvre après 2020.

Dans le cadre de la séquence internationale biodiversité qui s'annonce (la Présidence française du G7, la conférence IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques) à Paris en 2019, congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à Marseille, la COP15 à Pékin en 2020), le réseau WWF international, et WWF France en particulier, souhaite contribuer activement à l'agenda politique et se fixe pour objectif de mettre la biodiversité au plus haut niveau des négociations internationales à Pékin et de jouer un rôle d'influence pour l'adoption d'objectifs ambitieux lors de la COP.

Le programme a pour objectif de structurer et de mobiliser la société civile, les citoyens et les autorités publiques pour accompagner l'élaboration d'une séquence ambitieuse pour la biodiversité en 2020, contribuant ainsi à l'atteinte d'un accord pour la nature et pour l'homme lors de la COP à Pékin. Il inclut des activités de mobilisation de la société civile au Nord et au Sud, des activités de plaidoyer institutionnel et des actions d'éducation au développement. Il vise *in fine* la lutte contre l'érosion de la biodiversité mondiale *via* la mise en œuvre effective des engagements qui seront pris en 2020.

Il contient trois types d'activités :

1. Mobilisation des décideurs publics et de la société civile des pays du Sud,
2. Mobilisation de la société civile française (grand public, notamment les jeunes) en France et en Outre-mer ;
3. Mobilisation des acteurs institutionnels en France.

Le programme, de trois ans, a un budget total de cinq millions d'euros et la subvention de l'AFD est de trois millions d'euros, soit 60 % de cofinancement.

Projets d'intérêt général

CRID - « Festival des Solidarités 2019-2020-2021 » pour fédérer les acteurs des solidarités en France et dans le monde, et pour mobiliser les citoyens de tous âges afin de permettre la réalisation des objectifs mondiaux (ODD).

Depuis vingt ans, la Semaine de la solidarité internationale, devenue Festival des Solidarités en 2017, contribue à fédérer les acteurs de la solidarité internationale sur l'ensemble du territoire et à rendre visibles et compréhensibles leurs actions auprès des Français. Le Festival des Solidarités est porté par le CRID, collectif des associations de solidarité internationale parmi les plus représentatives et les plus actives dans le domaine de l'éducation au développement et à la solidarité internationale.

L'édition 2018 a vu la participation de 300 000 personnes (dont 40 % de jeunes de 18 à 30 ans) à 4200 animations, 5000 bénévoles mobilisés et plus de 1000 retombées presse. Les animations sont mises en œuvre par des associations et des collectifs, des collectivités locales ainsi que par des établissements scolaires et socio-culturels. C'est un événement décentralisé et très implanté dans les territoires : douze coordinations régionales, plus de 200 collectifs locaux, et des partenariats multiples avec des collectivités locales et des établissements scolaires et culturels.

Ce nouveau projet triennal passe d'une approche événementielle à un projet en continu, tout au long de l'année. L'objectif est de renforcer les synergies entre les différentes familles d'acteurs et de construire de véritables parcours d'engagement.

En trois ans, le projet entend sensibiliser directement plus d'un million de participants aux événements et animations, mobiliser 5000 bénévoles chaque année, et toucher trois millions d'internautes.

Le projet a un coût total de 2 700 000 euros, dont 59% (1 600 000 euros) apportés par l'AFD.

La Cimade – Education à la citoyenneté et enjeux migratoires

Créé en 2006 par la Cimade, le festival Migrant'Scène a pour objectif de sensibiliser les citoyens sur les réalités des phénomènes migratoires, à travers des événements et des animations de natures diverses : expositions, spectacles, projections-débats, conférences, animations pédagogiques... Il est déployé chaque année au mois de novembre sur tout le territoire français, par les groupes locaux de la Cimade.

Le projet « Education à la citoyenneté et enjeux migratoires » consiste à fournir des outils et des services pour alimenter, structurer, renforcer et améliorer les actions et les animations du festival Migrant'Scène : formations des animateurs et bénévoles, alimentation d'un centre de ressources, création d'expositions et d'un catalogue de films documentaires, réalisation et la mise à disposition d'outils pédagogiques...

Migrant'Scène s'adresse au grand public, mais la principale nouveauté de ce projet réside dans le choix de cibler trois catégories prédéfinies de publics : les jeunes ruraux, les enfants des écoles élémentaires, le public familial et périscolaire à travers le réseau des médiathèques.

Plus de 50 000 personnes devraient être directement touchées par les actions d'éducation au développement et à la solidarité internationale déployées dans le projet et environ 500 000 plus ponctuellement à travers les outils numériques dédiés. Enfin, 300 personnes (bénévoles, permanents de la Cimade, animateurs...) seront formées ou accompagnées.

La subvention accordée s'élève à 330 000 euros, pour un budget global de 700 000 euros sur trois ans (soit 49 % de financement par l'AFD).

FORIM – Programme d'appui aux organisations de la société civile issues de l'immigration

Dispositif national de cofinancement de micro-projets de développement local menés par les organisations de migrants (OSIM) dans leur pays d'origine, le Programme d'appui aux organisations de la société civile issues de l'immigration (PRA/OSIM) est porté et géré par le FORIM, qui est la plateforme nationale des organisations de migrants.

Le programme consiste en une bourse de micro-projets fonctionnant sur appel à projet annuel (environ 75 micro-projets financés chaque année, pour un montant de 15 000 euros maximum par projet) et en un ensemble de services et d'appuis, pour gérer le dispositif et accompagner les organisations (formations et accompagnement des OSIM porteuses de projets, suivi et évaluation des micro-projets, capitalisation et communication...). Le FORIM organise l'appel d'offre et la sélection des micro-projets, verse les fonds et en assure le suivi financier et opérationnel.

Outil de co-développement et de soutien aux initiatives des diasporas, le PRA/OSIM connaît une croissance régulière depuis sa création en 2003. Les principaux secteurs d'intervention sont l'éducation, la santé et l'assainissement, l'agriculture et le développement économique (32 pays

d'intervention). Le projet 2019-2021 propose une augmentation significative de son activité, en accroissant le nombre de micro-projets financés chaque année et en renforçant les moyens humains et logistiques de sa gestion.

Les activités proposées dans le cadre de ce programme triennal devraient permettre de financer et mener chaque année entre 75 et 100 micro-projets, qui devraient profiter à près d'un million de personnes selon le FORIM. Elles devraient également permettre d'appuyer et de former plus de 300 organisations de migrants.

La subvention accordée s'élève à 4 800 000 euros, pour un budget global de 8 000 000 euros sur trois ans (soit 60 % de financement par l'AFD).

Programme Solidarité Eau (pS-Eau) - Renforcer la coopération décentralisée et non gouvernementale pour des services d'eau et d'assainissement pérennes dans les pays en développement

Le programme porté par le pS-Eau s'articule autour de deux objectifs : l'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée (collectivités locales) et non gouvernementale (OSC) française pour améliorer et renforcer leurs interventions dans le secteur de l'eau et assainissement dans les pays en développement ; et la mobilisation de nouveaux financements pour le secteur avec et pour les acteurs qui le constituent (par la capitalisation, par davantage de visibilité, par la mobilisation autour du 1% Eau, etc.).

500 OSC et 170 collectivités locales vont profiter de ce programme ainsi que les six agences de l'Eau et les entreprises et fondations actives en matière de coopération internationale (environ trente sur les cinq dernières années). Dans les neuf pays et zones partenaires (Mali, Maroc, Niger, Cambodge-Laos-Vietnam-Myanmar, Bénin-Togo, Madagascar, Sénégal, Burkina Faso, Liban), les acteurs mobilisés sont des OSC, des communes, des services déconcentrés de l'Etat et des opérateurs locaux.

Subvention de 1,9 million d'euros (soit environ 60 % du total du programme dont le budget total s'élève à 3 170 000 euros).